

## Anne Revillard

### ***De la « théorie du genre » aux études sur le genre : des savoirs en manque d'étude***

La question de la place des savoirs en sciences humaines dans l'éducation et l'enseignement sera abordée ici à partir du cas des études sur le genre, domaine d'étude et dimension d'analyse à mon sens encore trop peu présents dans les cursus d'enseignement en France. Ces quelques pistes de discussion sont issues de réflexions développées avec Laure Bereni, Sébastien Chauvin et Alexandre Jaunait dans le cadre de la rédaction d'un manuel d'introduction aux études sur le genre<sup>1</sup>, et sont également alimentées par le

très utile « état des lieux » sur le genre réalisé en 2011 par Laure Bereni dans le cadre d'un entretien pour *La vie des idées*<sup>2</sup>.

Je soulignerai d'abord le double paradoxe de l'enseignement des études sur le genre, dont la faiblesse est paradoxale à la fois par rapport à la multiplication des recherches dans ce domaine, et par rapport à l'importance sociale et politique des questions de genre dans les sociétés contemporaines. Je proposerai ensuite quelques hypothèses d'explication de la faiblesse de ce champ d'étude, en montrant comment les critiques dont il fait l'objet révèle des enjeux plus généraux quant aux rapports entre science, société et politique.

*Le constat : une faiblesse doublement paradoxale*

Si l'on compare la situation actuelle au moment du développement des premiers travaux relevant des études féministes en marge de l'université dans les années 1970, force est de constater que les études sur le genre ont connu un processus d'institutionnalisation, à la faveur notamment de l'appellation « genre » qui a pu, par un effet de dépolitisation, faciliter l'intégration de ces réflexions sur les inégalités entre femmes et hommes et sur les sexualités dans les corpus d'enseignement. Il existe donc aujourd'hui des cours sur le genre à l'université, notamment au niveau master, ainsi qu'un petit nombre de formations spécialisées (à Lyon 2, à Toulouse-Le Mirail et à l'EHESS notamment). Il n'en demeure pas moins que le développement des enseignements sur le genre reste bien moindre que ce que l'on peut constater dans beaucoup d'universités étrangères, et encore très insuffisant aux niveaux inférieurs de l'enseignement (enseignement primaire, secondaire, et niveau licence dans le supérieur).

Or cette faiblesse, dans le champ académique français, est spécifique à l'enseignement : le décalage est frappant par rapport à l'état des *recherches*, qui sont particulièrement dynamiques. De plus en plus de thèses sont soutenues, de plus en plus d'étudiant(e)s de master veulent travailler sur des sujets relatifs au genre, et il est étonnant de voir un domaine des SHS qui attire autant les vocations de recherche et qui en même temps existe si peu institutionnellement en tant que tel dans la formation des étudiant(e)s. Par conséquent, l'apprentissage se fait encore pour l'essentiel « sur le tas », par autoformation.

Cette faiblesse de la formation est par ailleurs surprenante au regard de l'*importance à la fois sociale et politique de l'enjeu*. Les rapports de genre ont connu des transformations

1. Bereni, Laure, Sébastien Chauvin, Alexandre Jaunait, et Anne Revillard, *Introduction aux études sur le genre*. Bruxelles: De Boeck, 2008 (2<sup>e</sup> éd. 2012).

2. Bereni, Laure, « Genre : état des lieux », *La vie des idées*, <http://www.laviedesidees.fr/Genre-etat-des-lieux.html>

considérables dans les dernières décennies : les inégalités entre femmes et hommes se sont trouvées atténuées dans certains domaines, redéployées dans d'autres, les normes de genre sont à la fois questionnées et renforcées... Les questions de genre sont par ailleurs au cœur des débats politiques contemporains, qu'il s'agisse par exemple du mariage des couples de même sexe, du port du voile dans les lieux publics, ou encore de l'accès des femmes aux responsabilités politiques et économiques. La notion même de genre est devenue en tant que telle un objet de controverse politique, sous la forme de l'invocation critique d'une supposée « théorie du genre » par une partie de la droite conservatrice. Ces critiques se sont notamment cristallisées à l'automne 2011, suite à l'inclusion de références à la construction sociale des identités sexuées et sexuelles dans les manuels de biologie au lycée ; plus récemment, la manifestation du 17 novembre 2012 contre le mariage pour tous à Paris faisait figurer une banderole affirmant « mariage pour tous = théorie du gender pour tous », la « théorie du gender » se trouvant ainsi brandie comme une forme de menace.

Ceci invite à se pencher sur les raisons du manque de légitimité persistant des études sur le genre, comme en témoigne notamment la faiblesse de leur enseignement.

### *Quelles explications ? Un savoir contesté*

L'analyse du manque de légitimité de l'enseignement des études sur le genre est intéressante du point de vue de la problématique de l'éducation aux sciences sociales, car elle met en lumière des enjeux qui traversent l'enseignement des sciences humaines et sociales dans le rapport de ces dernières aux autres disciplines d'enseignement, notamment scientifiques, mais aussi à la société et au politique.

Le défaut de légitimité des études sur le genre est d'abord le reflet de la situation de subordination sociale dans laquelle se trouvent celles qui en sont au premier chef à la fois le sujet et l'objet, les femmes. Ces études sont en effet le plus souvent portées par des femmes, et leur faiblesse institutionnelle reflète pour partie le plafond de verre auquel se heurtent les femmes dans les sciences humaines comme dans d'autres disciplines académiques. Ces études sont par ailleurs communément perçues comme des études sur les femmes, groupe social lui-même dominé, et dont la domination a longtemps été soit niée, soit perçue comme secondaire ou anecdotique dans les sciences sociales, par rapport au rapport social de classe. On peut déplorer à cet égard que les sciences sociales aient longtemps été marquées par une vision monodimensionnelle des inégalités sociales, faisant en sorte que toute identification de rapports sociaux autres que la classe (rapports de genre, de race, etc.) pouvait être perçue comme une remise en cause de la lecture en termes d'inégalités de classe, là où co-existent dans la société des inégalités plurielles.

Les études sur le genre sont par ailleurs contestées au titre de leur dimension militante : elles seraient non scientifiques, donc non dignes d'enseignement, car politiques. C'est là que la polémique est particulièrement intéressante par rapport aux enjeux de l'éducation aux sciences sociales, et plusieurs clarifications sont nécessaires ici. Tout d'abord, les études sur le genre ont effectivement des origines militantes (elles n'auraient pas existé, ou en tout cas sûrement pas sous cette forme, sans le mouvement des femmes de la seconde vague), et nombre de chercheuses et chercheurs dans ce domaine sont motivé-e-s et/ou animé-e-s par des convictions féministes. Contre une tendance à utiliser la notion de genre comme moyen de mettre à distance la dimension militante, cette dernière est quelque chose qu'il me semble important d'assumer, car nier l'héritage militant reviendrait à appauvrir considérablement la réflexion sur le genre comme rapport de pouvoir, et concrètement, à occulter des écrits essentiels pour ce champ d'étude. Ensuite, il importe

de souligner que ces origines militantes ne sont pas le propre des études sur le genre ; cela correspond à une caractéristique plus générale des réflexions sur les inégalités dans les sciences sociales (le marxisme, qui a alimenté les travaux sur les classes sociales, n'était pas non plus un paradigme « purement » scientifique). Or dans le domaine des inégalités de genre comme dans celui des inégalités de classe, le fait d'avoir été initialement inspiré par des dynamiques militantes n'a pas empêché le déploiement d'un savoir scientifique, produit selon les critères classiques de scientificité propres aux sciences sociales (travail d'investigation empirique, analyse et effort de neutralisation du rapport aux valeurs dans la démarche d'enquête et d'analyse, cumulativité des savoirs...).

Mais au-delà de l'entreprise de discrédit d'un champ du savoir scientifique au motif de ses *origines* militantes, l'accusation de militantisme vise aussi – et c'est peut-être d'ailleurs plus cela qui la motive sur le fond – la *portée* politique des études sur le genre. C'est à mon sens ce qui explique la virulence des critiques adressées à ce champ du savoir lorsqu'il est question de sa transmission, de son enseignement, de son inclusion dans des entreprises éducatives. Ce qui inquiète alors les critiques est bien la portée subversive de ce champ d'étude, son potentiel de transformation sociale, au même titre que toute autre réflexion de sciences sociales sur les inégalités et leurs processus de reproduction. Ici encore, il me semble que la critique vise juste, en un sens. Oui, les études sur le genre peuvent avoir un potentiel de transformation sociale et individuelle. Non, il ne me semble pas indifférent, pour des lycéen(ne)s, de suivre ou non des cours sur la construction sociale et historique de la sexualité, sur les inégalités professionnelles entre hommes et femmes ou encore sur la socialisation différenciée selon le sexe. Pour autant que les savoirs de sciences sociales puissent avoir une portée de transformation sociale, un effet de « conscientisation » sur les acteurs (portée sur laquelle je ne serais pas à même de me prononcer), les études sur le genre sont de bonnes candidates pour ce type d'effets.

En d'autres termes, les études sur le genre sont nourries par des dynamiques militantes, et leur enseignement est susceptible d'avoir des effets de transformation sociale pour autant que l'enseignement des sciences sociales puisse avoir ce type d'effets... mais ces études n'en demeurent pas moins un champ du savoir à la scientificité incontestable, et qui a pleinement sa place parmi les sciences humaines et sociales, si l'on en juge par les méthodes d'enquête utilisées et les analyses produites dans la majorité des travaux. Les études sur le genre et les enjeux liés à leur enseignement sont ainsi particulièrement heuristiques quant aux articulations entre rapport aux valeurs, sciences, société et politique.